

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 2-3 juin 2003**

## **NOTES D'INFORMATION**



Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.2/2003/INF/8/Add.1**

29 mai 2003

ORIGINAL: ANGLAIS

## **RAPPORT SUR LA VISITE CONJOINTE EFFECTUÉE AU MOZAMBIQUE PAR LES MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DU PNUD/FNUAP, UNICEF ET PAM**

### **PARTIE PAM**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## PLAN DE LA STRATEGIE DU PAM DANS LE PAYS

1. Le programme de pays pour le Mozambique établi par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour 2002-2006 s'inscrit dans le cadre des objectifs de développement du Millénaire et est axé sur les priorités du Plan d'action national pour la réduction de la pauvreté absolue, la version du document stratégique de lutte contre la pauvreté adoptée au Mozambique. Les priorités stratégiques du PAM au Mozambique sont les suivantes: i) accroître l'envergure et l'efficacité des programmes d'appui à l'éducation et ii) renforcer les mécanismes et infrastructures visant à appuyer, s'agissant des crises, la prévention, la préparation, l'intervention et le redressement. Les préoccupations relatives au VIH/Sida sont prises en compte dans toutes les activités.
2. Trois activités fondamentales sont prévues : i) alimentation scolaire; ii) le fonds vivres pour le développement; et iii) un système communautaire de protection sociale. En 2002, le PAM a distribué 16 000 tonnes de produits et atteint 140 000 bénéficiaires par le biais des activités de son programme de pays.
3. Le Mozambique est sujet aux catastrophes naturelles, ce qui, s'ajoutant aux effets du VIH/Sida et de la récession économique, affaiblit la capacité de résistance et accroît la vulnérabilité des populations. Dans le cadre des opérations d'urgence du PAM, 17 000 tonnes d'aide alimentaire d'urgence ont été distribuées à 285 000 personnes –quantité qui n'a répondu qu'à la moitié des besoins en raison d'un déficit de financement.

## VISITES<sup>1</sup>

4. La délégation a effectué une visite complète des provinces de Sofala et de Manica touchées par la sécheresse. Ces districts se situent dans le couloir des grandes artères, et on y note une plus forte prévalence du VIH/SIDA que dans les autres provinces. La délégation a rencontré les gouverneurs et les représentants locaux de ces provinces et a été impressionné par leur volonté d'atteindre rapidement les objectifs de développement. Ils ont souligné qu'une aide au développement de longue durée était requise et rappelé l'importance de la durabilité des actions et la nécessité pour le gouvernement de jouer le rôle de chef de file.
5. La délégation a visité le port de Beira pour observer les opérations de déchargement et d'entreposage du PAM, ainsi que plusieurs écoles pour y observer les activités d'alimentation scolaire, et de construction de classes dans le cadre de programmes vivres-contre-travail (VCT) et y rencontrer les directeurs d'établissements, les enseignants, les représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations communautaires. Elle a visité les sites des programmes VCT à l'appui du développement agricole et de la création d'actifs dans les zones frappées par la sécheresse des districts de Muanza et de Guro.

<sup>1</sup> La délégation souhaite remercier le bureau de pays de Maputo pour les efforts déployés pour organiser cette mission sans précédent et pour les résultats exceptionnels de cette dernière.



## OBSERVATIONS

### Éducation et alimentation scolaire

6. L'aspect le plus frappant du système éducatif est l'absence d'infrastructures. La population étant très dispersée, les écoles primaires sont rares et éloignées les unes des autres. Il est assez difficile de s'inscrire à l'école primaire, mais les inscriptions en second cycle du primaire sont encore plus aléatoires en raison du manque d'établissements proposant les classes de 6ème et 7ème. Il n'existe que de très rares écoles secondaires dans chaque district, auxquelles l'accès est gravement limité. L'enjeu est donc de fournir un accès à l'école primaire et de permettre de poursuivre les études dans les classes supérieures, particulièrement pour les filles.
7. Dans certaines des écoles visitées, l'alimentation scolaire du PAM est en place depuis plusieurs années. Les enseignants et les membres de la communauté ont indiqué que le repas fourni par le PAM incite sans nul doute les enfants à s'inscrire et à poursuivre leur scolarité, et qu'il serait extrêmement difficile pour la communauté ou le gouvernement de se charger de l'alimentation scolaire. Certaines initiatives visant à développer l'autosuffisance ont cependant été prises – potagers scolaires, élevages de volaille et ruches.
8. Certaines des écoles visitées étaient comparativement bien équipées du point de vue des infrastructures et du matériel pédagogique, en grande partie grâce à la synergie mise en place avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), d'autres institutions des Nations Unies et des ONG. Partout, la nécessité de ce type de collaboration et de coordination était apparente.
9. L'alimentation dans les pensionnats est une initiative impressionnante. Dans le village isolé de Bunga, on a signalé que des élèves venaient d'une distance de 50 à 60 km. Les délégués ont estimé que les pensionnaires devraient recevoir des rations pour toute la semaine et non pas uniquement pour les jours de classe, afin de leur éviter les longs trajets pour rentrer chez eux le week-end.

### VIH/SIDA

10. Le VIH/SIDA touche tous les aspects de la vie dans le pays. Le nombre de travailleurs aptes au travail dans les professions agricoles et autres est en baisse, et le nombre d'orphelins, de veuves et de personnes démunies progresse. Les communautés et les familles élargies doivent assumer un énorme fardeau.
11. La délégation a noté des exemples encourageants de partenariats entre le PAM et les ONG pour s'occuper des personnes vivant avec le VIH/SIDA, des orphelins et des enfants vulnérables. Le succès de la collaboration visant à fournir divers biens et services était particulièrement évident. Il apparaît clairement nécessaire d'accroître l'envergure de ces initiatives.

### Programme vivres-contre-travail

12. Dans les districts visités par la délégation, le PAM a lancé des programmes VCT pour aider les familles victimes de la sécheresse. Des canaux d'irrigation et des ouvrages de retenue des eaux sont en construction; et des programmes d'appui à l'agriculture tels que la production de semences et la préparation des champs sont en cours. Ces activités doivent être développées et des actifs durables mis en place pour renforcer la capacité de résistance des populations rurales face aux effets des catastrophes naturelles. Les activités VCT ont



été utilisées de manière innovante pour construire des logements et des infrastructures physiques. Avec une collaboration appropriée, le développement de ces activités créera des emplois très nécessaires et des infrastructures essentielles pour les communautés.

### **Vivres pour le développement**

13. Le fonds novateur vivres pour le développement, qui vise à atténuer les effets des catastrophes à l'échelle communautaire, a démarré en 1997. La délégation a exprimé sa satisfaction devant l'impact des activités financées au titre de ce fonds. Les activités lancées à l'aide de ce fonds devant répondre à une demande, la communauté en assume bien la prise en charge et la durabilité de l'action est ainsi garantie. Toute une gamme d'activités visant à créer des infrastructures et des équipements peuvent être entreprises au titre de ce programme.

## **RECOMMANDATIONS**

14. Partout, il est clairement apparu que le gouvernement, les Nations Unies, les ONG et les communautés devaient mettre leurs avantages comparatifs en commun et travailler ensemble. Compte tenu du manque d'infrastructure et du retard des zones visitées, il était évident qu'une aide durable au développement était inévitable sur le long terme; il était également très clair que le renforcement des capacités était nécessaire. Ces questions ont été prises en compte dans les recommandations communes.
15. Le programme d'alimentation scolaire est un succès avéré. Il a été signalé que les taux d'inscription ont augmenté et les taux d'abandon scolaire baissé. Il serait utile de compiler des données systématiques sur les taux d'inscription, de maintien à l'école et de réussite dans les deux cycles du primaire (EP-I et EP-II), séparément pour les garçons et pour les filles.
16. Le repas nutritif servi à l'école est un avantage pour les enfants sur les plans de la santé et de l'éducation, mais la qualité de l'enseignement est également un problème qui doit être abordé. Des fournitures scolaires, du matériel pédagogique et la formation des enseignants devraient être prévus, en collaboration entre l'UNICEF, les ONG et le gouvernement.
17. Les responsables du programme et les partenaires d'exécution sont confrontés à plusieurs obstacles en matière d'approvisionnement en articles non alimentaires pour assurer la gestion de leurs activités. Comme cela a été démontré dans certaines écoles, il est évident que les partenariats appropriés permettront de se procurer plus aisément les articles requis.
18. L'initiative des pensionnats est un succès louable. Le gouvernement entend progressivement faire en sorte que toutes les écoles primaires aillent jusqu'à la 7<sup>ème</sup>. De même, l'initiative des pensionnats devrait être développée dans un plus grand nombre d'établissements. La formation professionnelle et la création de revenus pourraient être introduites pour accroître le nombre d'inscriptions dans les classes supérieures.
19. Compte tenu du manque de ressources du gouvernement, il est évident qu'il serait difficile de transférer la responsabilité totale des programmes d'alimentation scolaire aux autorités scolaires. Des stratégies de retrait doivent néanmoins être élaborées et progressivement mises en œuvre. Le Département de l'éducation a créé un service chargé de la production dans l'intention de générer des revenus pour assumer le poids que représente l'alimentation scolaire. Ces initiatives doivent être appuyées et développées.



20. La participation des communautés à la gestion et au fonctionnement des activités scolaires doit être renforcée par la formation et la sensibilisation. Cela permettrait de donner de nouveaux moyens aux communautés et de les encourager à assumer une part croissante du fardeau.
21. Le développement rural intégré est la clé de la prospérité d'une économie tributaire de l'agriculture. Il peut être soutenu de diverses façons en créant des actifs durables pour renforcer l'agriculture, la commercialisation et les activités connexes. Les intrants techniques, provenant notamment de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et de la coopération sud-sud renforceraient ces interventions.
22. Le fonds vivres pour le développement met l'accent sur les segments les plus vulnérables de la population vivant dans l'insécurité. Compte tenu de l'accent mis sur les activités liées à l'agriculture, la durabilité est une question cruciale pour le programme. Cette initiative doit être renforcée par le biais de la coordination avec d'autres institutions, en particulier en ce qui concerne les intrants de nature technique et les articles non alimentaires.
23. La logistique des opérations du PAM devient extrêmement compliquée et les coûts comparativement élevés du fait de l'immensité du pays et de l'absence d'infrastructure. En conséquence, le système actuel d'attribution des coûts d'appui directs ne semble pas être réaliste car il ne tient pas compte de la taille et de la nature de chaque opération.
24. La délégation a eu des entretiens extrêmement utiles avec le personnel du PAM. Ses membres ont obtenu de précieuses informations sur les subtilités, les problèmes et les difficultés du travail sur le terrain, mais ont jugé que le personnel de terrain n'était pas suffisamment au courant des grandes questions de politique générale en cours d'examen par les instances supérieures. La délégation a estimé qu'un échange d'information et d'expérience plus efficace entre la direction centrale, le Conseil d'administration et le personnel de terrain ajouterait un plus à la concertation sur les grandes orientations .

